

Le navire prend l'eau de toute part



Par Arthur Page

Sauf revirement de dernière minute, l'ensemble des postiers du Gabon devrait entrer en grève ce lundi pour une durée illimitée. C'est le directeur de publication du journal « Coopération Internationale », Brice Ndong, généralement très bien informé sur cette entreprise, qui a relayé cette information sur sa page facebook. Plusieurs postiers l'ont confirmé au sortir d'une assemblée générale tenue la semaine dernière à la Poste centrale de Libreville. Mieux, assure le journaliste, au cours d'une cérémonie à l'honneur de nouveaux retraités de cette maison, organisée au Centre des Tris Postaux situé au carrefour Charbonnages, « le syndicat a pris à partie le Président Directeur Général de Poste Gabon en lui rappelant toutes ses promesses non tenues », a indiqué le journaliste. Parmi les engagements pris par le PDG, de commun accord avec le personnel, dans le processus de redressement de l'entreprise, figurait le paiement régulier des salaires chaque 20 du mois. La Poste S.A est avant tout le fruit d'un formidable mensonge de Bongo Ondimba Ali (BOA) doublé d'une escroquerie. BOA avait évincé Alfred Mabicka Mouyama sous la pression de Maixent Accrombessi Nkani, en promettant à leur protégé Michael Adandé, évincé quelques mois plus tôt de la tête de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (Bdeac) pour incompétence, qu'ils allaient redresser la barque. Le nouveau PDG de La Poste S.A va aussitôt diligenter un audit qu'il rendra lui-même public quelques semaines après sa nomination, le 21 mars 2016. Le groupe, dira-t-il lors d'une conférence de presse, accuse un déficit de 142 milliards de FCFA. BOA et son gouvernement promettront de mettre la main à la poche. Surtout que ce déficit était beaucoup

plus imputable à la mauvaise volonté du gouvernement qui rechignait sa dette envers la Poste S.A. Alfred Mabicka qui s'était penché sur la dette de l'Etat vis-à-vis de cette entreprise l'avait chiffré à 44 milliards de FCFA. Après une négociation au couteau, l'Etat reconnaitra devoir 22 milliards de FCFA à la Poste S.A. Il versera seulement 5 milliards de FCFA au plus fort de la crise de trésorerie au sein de ce groupe au premier semestre 2016. Depuis lors, malgré moult promesses, l'Etat peine à payer sa dette et à jouer son rôle d'actionnaire. Sans cet apport d'argent frais, le plan de restructuration annoncé depuis plusieurs mois par Michel Adandé n'a aucune chance d'être mis en route. Sans l'application des mesures envisagées, il y a de gros risques que cette « maison s'écroule ».

Les malheurs de la Poste SA sont également le fruit d'une « escroquerie » évidente. L'ancien président de l'Assemblée nationale et candidat à l'élection présidentielle de 2016, Guy Nzouba Nqama, a accusé publiquement BOA d'être à l'origine du « détournement de l'épargne déposée à la Poste ». Cette accusation forte n'a pas entraîné de réaction de la part de BOA qui se saisit de tout en ce moment pour intenter des actions en justice contre les Gabonais. Car, sans la reconstitution de cette épargne, condition essentielle pour remettre à flot la Postbank, la principale filiale du groupe, il n'y aura pas de salut pour cette grande entreprise. Cela veut dire que BOA, accusé d'avoir distrait l'épargne des Gabonais logé dans cette banque, a le devoir de la rembourser. Avec plus de raison que ce qu'il est en train de faire en récupérant l'escroquerie BR Sarl.

Michael Adandé sait désormais à quel niveau il doit accentuer sa pression pour sauver son entreprise, au lieu de se dépenser à essayer par des procédés dilatoires de faire échec à la grève annoncée, comme il a tenté de le faire la semaine dernière, selon le journaliste Brice Ndong.